

MEMOIRE
DE
GÉOPOLITIQUE

LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE
DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL

LCL ESCALERA COBIAN

5° Promotion Groupe A3

-

-

-

SOMMAIRE

-

-

LES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE

A - INTRODUCTION

B - LES OBJECTIFS DES MLN

- a - La libération-sécession.
- b - La lutte contre le phénomène colonial.
- c - Mouvements de libération européens.
- d - Libération-révolution.
- e - Conflits de caractère ethno-culturel.
- f - Les conflits de classes.

C - LES STRUCTURES DES MLN

- a - L'organisation.
- b - La dénomination des MLN.
- c - Les membres des MLN.
- d - Les dirigeants.

D - CONCLUSION

Annexe " 1 " - Glossaire des abréviations utilisées.

Annexe " 2 " - Bibliographie consultée.

LES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL.

Les concepts de liberté et de libération faisant, à notre époque, l'objet d'interprétations diverses, voire profondément divergentes, on ne s'étonnera pas que la notion de mouvement de libération nationale puisse revêtir des significations également variées.

Vieille comme le monde, la résistance au pouvoir établi est parfois le produit de quelque ambition personnelle et plus souvent l'expression d'un manque d'homogénéité technique, culturelle ou sociale d'une population; en un mot une absence ou une insuffisance d'intégration, un conflit de légitimité, s'il est permis d'employer des mots et des expressions au demeurant forgés à une époque assez récente et qui rendent difficilement compte des phénomènes qui existaient déjà avant qu'ils n'apparaissent.

Depuis toujours, des hommes se sont organisés pour lutter contre l'opresseur, qu'il vînt de l'extérieur ou de l'intérieur de leur propre communauté. Ces soulèvements étaient épisodiques, ils se terminaient beaucoup plus souvent par l'écrasement des insurgés que par leur triomphe. L'histoire n'en a gardé que des souvenirs plus ou moins diffus - à de rares exceptions près - quand elle ne les a pas tout simplement oubliés. On évoque souvent Moïse et Aaron comme les initiateurs d'un de ces premiers mouvements il y a trente-deux siècles, celui de la libération du peuple hébreu de l'oppression de Pharaon, et les douze plaies d'Egypte ne seraient que les

armes clandestines dont ils se seraient servis pour venir à bout de leur puissant maître. Bien plus tard, dans la Gaule occupée par les Romains, l'épopée de Vercingétorix ne fut-elle pas celle d'un mouvement de libération nationale avant la lettre ? Au cours des siècles suivants, précisément quand se sont constitués les Etats-nations, l'insurrection plus ou moins dirigée par des mouvements organisés a été l'instrument de cette libération, cherchant des appuis à l'extérieur, et une adhésion du peuple; ainsi le soulèvement du peuple polonais contre l'occupant russe au début du XIXe siècle, auquel fait écho, à l'autre bout de l'Europe, celui des Espagnols contre la présence française. C'est d'ailleurs de ce dernier soulèvement que serait issue l'expression de guérilla, petite guerre, pour qualifier la stratégie la plus souvent utilisée par les mouvements de libération, avant qu'elle ne désigne ces mouvements eux-mêmes. Il en est ainsi des divers " mouvements des nationalités " en Europe centrale et orientale, à partir de 1830, à peine précédés sur le continent américain par les guerres d'indépendance, d'abord les colonies anglaises d'Amérique du Nord, française de Saint-Domingue, et espagnoles d'Amérique centrale et du Sud. Ainsi également du Risorgimento ou du mouvement Carbonari italien, et plus tard des francs-tireurs français de 1871 ; ainsi du parti Hintchak (Le Cor) fondé à Genève en 1889 et dont le but était la libération de l'Arménie turque et la fondation d'un Etat arménien indépendant, du parti Dachnaksoutioun (la Fédération) fondé en Turquie même en 1890 avec le même objectif et qui, à partir de 1918, demande l'indépendance totale de l'Arménie. Ces partis demeurent toujours, malgré des vicissitudes, et n'ont que de très lointains rapports avec l'organisation terroriste Armée secrète arménienne de libération (ASALA) fondée beaucoup plus tard.

La seconde guerre mondiale, pour des raisons bien évidentes d'occupation de la quasi-totalité du territoire européen par les troupes allemandes, voit émerger de nombreux mouvements de résistance et de libération. Ils correspondent cependant à une situation historique très précise, et ils n'ont que peu de points communs avec les MLN qui apparaîtront dans le monde entier après la guerre.

La résistance a d'abord été une lutte patriotique et clandestine de libération nationale contre l'ennemi extérieur, mais également une lutte " pour la liberté et la dignité de l'homme contre le totalitarisme ". Ils sont en général rattachés à des gouvernements légaux en exil, et ne sont que l'instrument de ces gouvernements. Ils ne reçoivent - à de rares exceptions près - qu'une aide très modérée des gouvernements alliés qui n'ont pas à les reconnaître en tant que tels, et ne leur accordent qu'un intérêt très limité dans leurs plans stratégiques. Leur stratégie est dictée ou freinée de l'extérieur, mais il est incontestable que leur lutte a contribué à la victoire.

Nous vivons au temps des idéologies qui s'affrontent et viennent conforter les antagonismes sociaux, ethniques, linguistiques, culturels, religieux, multipliant ainsi la puissance des forces centrifuges à l'intérieur d'un Etat, antagonismes qu'aucune expérience d'une vie commune n'a pu éteindre ou résorber. Ainsi la nation péruvienne, à plus forte raison la nation afghane, ou sri-lankaise ou kényane, n'est pas une réalité plus tangible que la nation française ou la nation japonaise.

On pourrait dire que sont mouvements de libération nationale ceux qui s'intitulent et se reconnaissent comme tels. Ce serait en partie vrai mais le critère ne serait pas objectif. Et un mouvement qui s'affirme de la sorte n'est souvent considéré par ses adversaires que comme une vulgaire organisation terroriste comme le problème actuel en Algérie. Il n'est pas non plus exhaustif, car ces mouvements se présentent à nous sous les dénominations les plus diverses.

Pour les mêmes raisons on ne peut réserver cette qualification seulement à ceux que l'Organisation internationale reconnaît comme tels, même si elle a tenté de forger un critère à cet effet. Cette reconnaissance n'est jamais que l'expression d'une volonté politique, donc changeante, dans une société internationale en pleine mutation.

LES OBJECTIFS DES MLN

La fonction de ces mouvements, les objectifs qu'ils se sont assignés sont ou veulent être de " libération nationale ". Peut-on pour autant qualifier de MLN ceux qui se targuent d'un tel projet ? Ce serait attacher davantage d'importance à la forme qu'au fond.

Il semble que l'on doit exclure tout d'abord ces bandes ou organisations, ces armées, ou plutôt ces milices, à la solde d'un homme ou d'un petit groupe d'individus dont l'unique ambition est de caractère personnel, qui ne se préoccupent nullement de libérer une nation qui souvent d'ailleurs n'existe pas vraiment, et que l'Amérique latine, entre autres, a si bien connues à l'époque du "caudillisme". Le peuple n'est ici nullement concerné, et la nation encore moins. Il est question de ne libérer personne. Leur action est la banale expression aux XIXe et XXe siècles de la dévolution d'un pouvoir considéré comme la chose personnelle de celui qui l'exerce.

On devra exclure aussi, parfois avec des nuances, des mouvements comme Action directe, les Brigades rouges italiennes, la Fraction armée rouge allemande, héritière de l'ancienne "bande à Baader", ou en Grèce l'Organisation du 17 novembre spécialisée dans l'attentat terroriste, qui ne peuvent être considérés comme le support d'une aspiration nationale, mais comme l'expression plus ou moins utopique d'un certain nationalisme prolétarien qui ne s'appuie pas sur le peuple, ni même sur une fraction du peuple, et qui n'utilise comme moyen d'action que le terrorisme aveugle... Pas davantage des organisations comme l'Organisation de la justice révolutionnaire, ou le Djihad islamique qui a été qualifié de " multinationale " du terrorisme.

L'ère de ces mouvements commence précisément à la fin de la seconde guerre mondiale dont elle prend en quelque sorte le relais. Elle puise d'ailleurs sa source à la fois aux principes proclamés par les Alliés après la victoire et parfois à leur interprétation à la lumière de ceux du marxisme-léninisme. Deux catégories de mouvements se dessinent alors: Ceux dont l'objectif est de libérer un peuple d'une occupation coloniale, ou " micro-coloniale ", d'une annexion, ou d'une forme dérivée de domination, comme le protectorat ou la tutelle (Il s'agit alors d'une " libération-sécession ") et ceux qui ont pour objectif, à l'intérieur d'un Etat donné, de conquérir le pouvoir par la force pour mettre en oeuvre une idéologie, un programme de réformes, pour " libérer " le peuple de " l'oppression intérieure ", de la tyrannie d'un homme ou d'un régime, de la domination d'un groupe ou d'une classe sociale. Ils rencontrent beaucoup plus de réticences à se faire admettre comme tels. On parle souvent à leur propos de " mouvements révolutionnaires " ou terroristes, quoiqu'ils s'intitulent souvent eux-mêmes MLN et qu'ils soient souvent reconnus comme tels par la population. On peut parler ici de " libération-révolution ".

La libération-sécession. - La lutte de libération-sécession s'inscrit dans une perspective inter-étatique. Elle apparaît seule susceptible d'intéresser le droit international. L'objectif du mouvement de libération est de reconstituer ou de créer un Etat-nation, ou prétendu tel, par une rupture avec l'Etat prédécesseur dont la présence est considérée comme illégitime. Cette illégitimité provient du caractère colonial de l'occupation ou de ce qu'on appelle le micro-colonialisme (terme à définir).

La lutte contre le phénomène colonial. - A la suite d'une conquête, d'une annexion, ou d'une forme dérivée de domination, telle que le protectorat ou la tutelle, l'Etat national a disparu ou a dû renoncer à l'exercice de sa souveraineté externe.

Tel fut le cas de Madagascar, du Dahomey ou de l'Ethiopie, annexés par l'occupant, ou des protectorats indochinois ou nord-africains où l'Etat avait subi une *capitis deminutio*. Dans d'autres cas, à défaut de structure étatique, la forme d'organisation politique *suigeneris* qui existait a également disparu au profit de l'Etat annexant. C'est le cas de la plupart des anciennes colonies d'Afrique ou du Pacifique.

Le MLN se donne alors pour objectif de reconstituer l'ancien Etat national dans son intégrité et sa souveraineté ou, lorsque les formes étatiques modernes étaient inexistantes avant la colonisation, d'en créer un de toutes pièces dans le cadre géographique et humain de l'ancienne possession coloniale.

Bien qu'il y ait eu des précédents à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle en Amérique latine, voire même au cours du XXe en Afrique et en Asie, cette catégorie de mouvements de libération - à laquelle la société internationale accorde sa reconnaissance par prédilection - se

situé dans un contexte historique particulier, celui de la décolonisation dans la seconde moitié de notre siècle.

La vraie nature de ces luttes a été disputée. Pour les uns - les autorités de l'Etat colonisateur - elles constituent des manifestations de caractère purement interne, assimilables à la guerre civile, à la rébellion, voire au simple banditisme, et elles doivent être traitées comme telles. Pour les autres - la grande majorité de la société internationale et les mouvements de libération eux-mêmes - elles constituent une guerre internationale : la notion de peuple est privilégiée par rapport à celle d'Etat : la souveraineté "latente" du peuple subjugué devant primer sur la souveraineté effective de l'Etat colonisateur. Elles s'appuient sur un principe proclamé dès le XVIIIe siècle, longtemps traité avec circonspection et réservé par le fait même de son ambiguïté, avant d'être inscrit en tête de la Charte de l'ONU et de n'en donner pas moins lieu pour autant à des controverses sans fin : le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Or ce principe n'est-il pas dangereux pour la paix du monde, car destructeur de l'ordre existant, générateur de troubles et d'incertitudes alors qu'il s'en veut réducteur ?

Il est vrai que depuis la fin de la seconde guerre mondiale et la mise en place de l'ONU la conception restrictive du principe l'a emporté. Cela n'empêche pas certains peuples écartés de son application, de s'en réclamer.

Ce qui est certain, c'est que partout où il y a eu occupation coloniale, se sont développés de tels mouvements de libération au nom du principe du droit des peuples. Ils subsistent dans ce qui est considéré comme les derniers vestiges actuels de la colonisation, ainsi que dans des nouveaux types de colonisation indirecte.

Enfin on ne saurait omettre de faire référence au Mouvement de libération nationale du Tibet, cas particulier puisque la situation internationale de ce pays à toujours été incertaine : la Chine prétendant que le Tibet a toujours fait partie de l'Empire du Milieu, et les Tibétains estimant qu'ils sont placés dans une situation d'occupation coloniale.

La lutte contre le phénomène " micro-colonial ". - On a regroupé sous ce terme, avec plus ou moins de bonheur, des situations qui peuvent en général s'analyser comme une conséquence d'une décolonisation mal opérée ou mal réussie. Ces mouvements qui s'inscrivent dans une guerre civile, qui sont donc de caractère formellement interne, ne sont cependant pas sans présenter des implications internationales. Mais la société internationale refuse de les prendre en considération. Il s'agit d'une certaine forme d'irrédentisme, du refus

du peuple, d'une ethnie, de vivre en tant que minorité dans le même ensemble étatique qu'un autre. On sait que la décolonisation a été généralement conduite suivant un principe intrinsèquement discutable, mais vis-à-vis duquel il n'existait pas d'alternative raisonnable: le principe de l'uti possidetis juris.

En Asie, c'est artificiellement que les Alliés, vainqueurs de la Turquie en 1918, composèrent la nouvelle physionomie du paysage Moyen-Orient. Quant à l'immense empire des Indes, il regroupait peuples, langues, religions et cultures disparates, sinon rivaux. Les colonies britanniques de Birmanie et de Malaisie étaient de véritables mosaïques de peuples.

Lorsque advint le temps des indépendances, c'est dans le cadre des anciennes frontières coloniales, voire des anciennes limites administratives internes que s'installèrent les nouveaux Etats, parce que les rivalités politiques locales momentanément étouffées ou méconnues, et l'ébauche d'organisation établie par le colonisateur empêchaient qu'il en fût autrement, sous peine de voir se déclencher de nouveaux conflits sécessionnistes et d'accentuer l'imbroglio politique. C'est la solution de l'uti possidetis qui fut adoptée. Pourtant, après l'indépendance de l'Amérique latine, elle n'avait pas donné de meilleurs résultats puisque les conséquences s'en font sentir dans la vie internationale américaine encore à l'heure actuelle.

On ne fait que reculer pour mieux sauter. Aujourd'hui, l'existence des innombrables mouvements qui se disent de libération nationale et veulent remodeler les frontières en fonction des appartenances ethniques, linguistiques ou religieuses en sont la conséquence. Les peuples privés de patrie poursuivent ainsi une interminable guerre.

En Afrique, le tribalisme est encore vivace et l'on peut dire que ces mouvements existent à peu près partout, plus ou moins éphémères, plus ou moins organisés. Ils ont été provoqués soit par une erreur initiale du colonisateur - c'est le cas le plus fréquent - soit par le changement ultérieur de statut d'une minorité.

En Asie et en Océanie, les mouvements séparatistes nés à la suite des indépendances sont relativement nombreux. En Extrême-Orient, c'est le cas du Front de libération de Timor en Indonésie, du Front islamique de libération de Mindanao aux Philippines, les mouvements indépendantistes sikh en Inde, tamoul au Sri-Lanka, karen, shan et d'autres ethnies minoritaires de Birmanie à la frontière thaïlandaise.

Au Proche-Orient, plusieurs organisations fort différentes agitent la région : la plus ancienne, arménienne, l'ASALA, contre la Turquie, mais qui se manifeste surtout par des attentats terroristes en Europe, les nombreux mouvements kurdes, et les diverses organisations de libération de la Palestine avec leur mouvement central, l'OLP de Yasser Arafat. Ils expriment des objectifs beaucoup mieux définis que la plupart des mouvements africains, exception faite

du Polisario et du FPLE érythréen, sans doute parce qu'ils correspondent à des revendications souvent plus anciennes.

En Amérique enfin plusieurs mouvements ont réclamé le droit à la sécession des peuples qu'ils prétendent représenter, sans recourir à la violence, comme un temps le Front de libération du Québec, ou au contraire en usant de tous les moyens y compris le terrorisme, comme les Black Moslems ou le Black Power tendant à la constitution d'un Etat noir indépendant des Etats-Unis, ou le mouvement indépendantiste porto-ricain. On pourrait en rapprocher depuis quelques années certains mouvements indianistes d'Amérique latine qui prétendent exprimer l'identité et le particularisme aigu des populations indiennes comme l'EJERCITO ZAPATISTA de libération nationale du Mexique qui est contrôlé facilement par l'armée mexicaine. Le front indien de libération nationale du Tawantintuyo (FILINATA), constitué au Pérou en 1981, se définit comme " le fruit historique de la lutte de libération des peuples indiens " et réclame le droit à l'autodétermination politique, à l'autogestion communautaire et à la revalorisation socioculturelle. En Amérique centrale, les populations indiennes mal intégrées de la Côte atlantique nicaraguayenne, les Miskitos, les Ramas, les Sumos, ont fondé le mouvement autonomiste Misurata, plus ou moins relié un temps à la contre-révolution anti-sandiniste. Ailleurs ce sont les mouvements guyanais au Panama, mapuches au Chili, shua en Equateur, ou l'Union des nations indiennes du Matto Grosso au Brésil, qui s'insurgent contre l'ordre établi. Mais ici on est à la limite des mouvements d'émancipation nationale et des mouvements réformateurs de la société. L'ambiguïté de leurs objectifs conduit à les situer en charnière de la lutte contre l'ennemi extérieur et l'adversaire intérieur de classe.

Le cas des mouvements de libération européens. - Le cas de l'Europe présente une physionomie particulière. Il y a longtemps que l'histoire a dessiné la carte des nations européennes, et que les pays et leurs frontières semblent avoir atteint leur configuration définitive. Si l'on y regarde de plus près il n'en est cependant rien. Nombre de mouvements, d'expression plus ou moins récente, souvent postérieure à la seconde guerre mondiale, mais qui traduisent néanmoins un vieux nationalisme irrédentiste, tentent de s'imposer. Ils se posent parfois en victimes de tendances centralisatrices de l'Etat et réclament l'autonomie. Certains s'expriment cependant de façon violente, cultivant l'extrémisme, perpétrant des attentats terroristes et réclamant une indépendance illusoire dans le contexte européen actuel. Pour eux " l'occupant ", qu'il soit anglais, espagnol ou français, tient leurs peuples sous le joug colonialiste. Leur volonté séparatiste repose sur des motivations variées :

- La religion : c'est le cas de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et des catholiques de l'Ulster s'estimant brimés face à la majorité protestante et supportant difficilement la domination britannique.

- La langue, l'idéologie : c'est l'épineux problème du Pays basque espagnol où l'ETA (Euskadi to Askatasuna - Pays basque et Liberté), groupe terroriste réclamant l'indépendance immédiate, multiplie les attentats depuis plus de vingt ans. C'est aussi celui du FLNC (Front de libération nationale de la Corse), aujourd'hui mouvement terroriste clandestin qui prétend

lutter contre " le colonialisme français ", dans l'île, celui des autonomistes sardes ou siciliens, des indépendantistes flamands ou wallons. Mais les perspectives d'édification de la future Union de l'Europe semblent poser ces problèmes sous un jour particulier.

Les conflits de caractère ethno-culturel. - Presque tous les Etats issus de la décolonisation, on l'a vu, connaissent ce genre de conflit. Mais il ne débouche pas nécessairement sur une revendication d'indépendance ou d'autonomie. A l'intérieur de l'Etat le combat politique oppose, non pas des partis, mais des tendances de caractère ethnique. Une ethnie s'approprie la totalité du pouvoir. La légitimité du pouvoir est alors contestée par les autres ethnies. La lutte politique se transforme souvent en affrontement violent.

En Somalie, depuis 1981, les tribus "Issas" du Nord du pays ont constitué le Mouvement somalien (MNS) en réaction à l'accaparement du pouvoir par les représentants des tribus du Sud.

Au Tchad, le FRONLINAT est né en 1966 de la fusion de petits mouvements isolés, eux-mêmes constitués sur des bases ethniques à la suite des abus d'autorité du gouvernement Tombalbaye à l'égard des tribus du Nord. A l'origine le FROLINAT n'a d'autre base idéologique que l'anti-impérialisme et la lutte contre l'oppression ethnique.

Aux Philippines les musulmans de Mindanao, sans rechercher la sécession, veulent que leur particularisme soit pris en compte par le gouvernement central, tandis que dans le nord de Luzon, l'Armée populaire de libération de la Cordillère du Père Conrado Balweg envisage de déposer les armes si le gouvernement accepte le principe du " fédéralisme régionaliste ".

Les conflits de classes. - Le plus souvent la naissance des mouvements de libération concrétise des conflits de classes que viennent parfois compliquer des oppositions géographiques, ethniques ou religieuses. Le mouvement condamne alors non seulement l'exploitation intérieure, mais l'alliance du pouvoir avec l'étranger. Selon le cas, il dénoncera l'impérialisme et le néocolonialisme ou l'inféodation au communisme international.

Les mouvements de libération de sensibilité marxiste-léniniste sont naturellement les plus nombreux. Cette sensibilité est d'autant mieux affirmée que les mouvements de libération éclosent essentiellement dans des pays en voie de développement, indépendants de fraîche date, mais où l'influence de l'ancien colonisateur reste encore grande et sert de justification à la contestation marxiste, comme en Afrique ou en Asie. Mais l'ancienneté de l'accession à cette indépendance, comme en Amérique latine, n'a pas empêché le développement de sociétés de type capitaliste que les guérillas affrontent avec d'autant plus de violence que ces sociétés ont engendré et souvent entretenu la misère, aggravé le dualisme social et l'injustice et ainsi empêché toute intégration nationale.

Les mouvements de libération latino-américains ont toujours existé. C'est par eux que le continent est devenu indépendant au début du XIXe siècle. A partir du XXe siècle, ils ont comme objectif la lutte contre l'oppression d'un homme, d'un régime ou d'une classe avec, en toile de fond, la résistance à l'impérialisme nord-américain. Mais les guérillas qu'ils conduisent ne font souvent que refléter " l'immaturité de l'Etat national ". Le soulèvement armé communiste de Luis Carlos Prestes en 1934 au Brésil est écrasé en vingt-quatre heures et des tentatives identiques au Venezuela, en Colombie ou au Guatemala sont sans lendemain. Sans doute l'épopée d'Augusto Cesar Sandino de 1926 à 1934 au Nicaragua et sa double lutte contre l'occupant américain et ses relais intérieurs constituent-elles un précédent illustre et décisif. Mais c'est le triomphe en 1959 de la révolution cubaine et du Mouvement du 26 Juillet qui sert de modèle et de détonateur à toute l'Amérique latine. Suivant son exemple les théories " foquistes " de Che Guevara seront mises en oeuvre en Amérique du Sud. Elles conduiront à de cuisants échecs, faute pour la guérilla d'avoir trouvé un véritable soutien dans le peuple notamment en Bolivie en 1967.

Les pays andins sont le siège de guérillas quasi permanentes mais elles n'ont jamais réussi à s'imposer. L'Uruguay a connu pendant plus de dix ans les ravages de la guérilla urbaine du MLN " Tupamaros " et l'Argentine ceux du Mouvement " El Cordobazo " ou des " Montoneros ".

La " contagion castriste " s'est aussi développée dans cette zone de particulière importance stratégique qu'est l'Amérique centrale. Si l'on excepte le cas du Nicaragua et la victoire sur Somoza du Front sandiniste de libération nationale en 1979, elle a finalement partout connu l'échec. Au Salvador le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN-FDR), au Guatemala l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) savent qu'ils ne pourront l'emporter militairement sur des armées nationales, et celles-ci ne pourront que difficilement venir à bout d'une guérilla solidement implantée. Mais actuellement ce sont la Colombie et le Pérou qui posent les problèmes les plus sérieux.

Bien entendu l'aspect idéologique se superpose la plupart du temps à des conflits ethniques, linguistiques ou religieux, ce qui donne à la physionomie de ces mouvements révolutionnaires, dits de libération nationale, un caractère parfois très complexe.

LES STRUCTURES DES MLN

Les MLN, en tant qu'ensembles structurés, présentent toujours évidemment des traits originaux de l'un à l'autre. Mais le but qu'ils poursuivent et la nature des moyens qu'ils sont conduits à prendre pour l'atteindre, répondent à quelques constantes dans leur organisation.

Il est également certain que ces mouvements, de même que toutes les formations politiques, ne sont pas stables. Les fluctuations, les hasards de la lutte, les conflits internes amènent une remise en cause continuelle de cette organisation, voire de leur existence même. De sorte qu'on ne peut bien inventorier ces mouvements qu'en examinant avec attention leur dynamique interne, productrice de scissions et de regroupements quasi-permanents.

L'organisation. - Le très grand nombre de MLN existants ou ayant existé laisse prévoir une infinie variété de modes d'organisation. Les mouvements de libération ne sont pas, en effet, une catégorie juridique. Etant même, par hypothèse, en dehors du droit - hormis le cas de reconnaissance internationale et qui ne saurait concerner leur structure -, il n'y a pas de modèle

imposé ni même proposé. Chaque mouvement s'organise donc librement en fonction de l'efficacité requise.

Il est également évident que le caractère la plupart du temps clandestin de l'action entreprise doit inciter à l'adoption d'une organisation plus ou moins secrète, donc souvent difficile à étudier de l'extérieur. Tel est la plupart du temps le cas des mouvements dont l'objectif est de renverser un régime, car ils n'ont généralement pas de reconnaissance extérieure et les appuis étrangers leur sont généralement prodigués de manière discrète. Les mouvements qui luttent pour l'affranchissement d'une domination colonialiste, voire micro-colonialiste, surtout lorsqu'ils sont parvenus à un certain degré de notoriété et de reconnaissance internationales, ont besoin d'une structure relativement complexe, tant au plan politique qu'au plan militaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; elle est donc plus ouverte et, par conséquent, plus largement connue.

Ces considérations montrent que l'étude de la structure des MLN est difficile à entreprendre et que toute classification ne peut être qu'approximative. Cependant une structure est d'abord conçue en fonction de sa finalité. L'objectif de libération qui est l'essence même du mouvement commande donc dans les grandes lignes cette structure. Mais celle-ci doit

également être conçue en fonction du milieu et des circonstances et s'adapter le cas échéant à ces conditions. Ceci explique l'extrême diversité d'organisation des MLN, mais permet également de retenir quelques grandes lignes directrices. Ceci explique également les caractères particuliers de la notion d'un membre d'un MLN par rapport à celle d'un parti politique classique.

La dénomination des MLN. - La plupart d'entre eux s'intitulent simplement front, mouvement ou organisation de libération nationale. C'est le cas le plus courant, mais alors ils ne renseignent pas beaucoup sur leurs objectifs précis ni sur leur organisation. Et l'appellation même de front n'implique pas toujours nécessairement une structure pluraliste.

Cependant leur nom donne souvent des indications sur leur composition sociale et idéologique, comme le Mouvement paysan des Philippines (Kilusang Magbubukid ng Pilipinas), au Salvador les Ligues populaires paysannes, les Ligues populaires ouvrières ou la Fédération des Paysans chrétiens, ou au Guatemala le Mouvement chrétien révolutionnaire Rigoberta Menchu. Mais les chrétiens, surtout en Amérique latine, sont souvent engagés dans une lutte sans que cela soit concrétisé par une organisation qui se réclame du christianisme, par exemple " la théologie de la libération ". Alliés plus souvent à des courants marxistes-léninistes, les chrétiens participent, comme au Honduras, à l'union révolutionnaire du Peuple ou au Guatemala à l'armée guérillero des Pauvres.

Cependant la dénomination des MLN est généralement plus colorée et plus symbolique, mais il est aussi difficile aux non initiés d'en percevoir la signification.

Plus spécialement en Amérique latine ils aiment à se donner le nom d'un héros de l'indépendance nationale ou de la lutte contre la dictature, ou s'incorporer la date d'un événement particulièrement symbolique de cette lutte.

Les organes des MLN. - Si à peu près tous les MLN possèdent certains caractères organisationnels communs, cette organisation varie cependant en fonction des objectifs poursuivis, de leur nature et de leur degré de réalisation, ainsi que de l'origine même de ces mouvements.

Les membres des MLN. - Comment la population exprime-t-elle sa participation ? Quel est l'impact d'un MLN sur cette population ? Là encore les réponses sont très variables. Elles dépendent de la nature du mouvement, de ses objectifs, et aussi du succès qu'il connaît ou des revers qu'il subit et qui commandent la nature et l'intensité du recrutement, la nature et le degré de la participation.

Un MLN n'a généralement que de lointains rapports avec un parti politique classique. Il s'apparente à une armée, l'objectif de libération qu'il s'est fixé impliquant, entre autre, généralement le recours à la violence. Il est aussi une organisation de caractère généralement clandestin. On peut donc penser que la participation à un MLN n'est pas de la même nature que l'affiliation à un parti. Les notions d'adhérent, de militant, de sympathisant, et même de dirigeant en sont d'autant altérées.

Les dirigeants. - Il est difficile d'avoir des renseignements sur la plupart des dirigeants des mouvements de libération, surtout ceux qui affichent un objectif interne et révolutionnaire et qui, à de rares exceptions près, n'ont pas de relations publiques et internationales connues. Un mouvement qui lutte contre l'occupant colonial a besoin d'appuis extérieurs, car ce qui est susceptible d'assurer la victoire, c'est autant l'action diplomatique que l'action militaire. Cette connaissance des dirigeants est d'autant plus aisée qu'ils vivent à l'extérieur, à l'abri des opérations de l'armée et de la police gouvernementale et qu'ils se produisent dans les assemblées internationales ou les capitales étrangères à la recherche de soutiens. Les chefs militaires du mouvement sont beaucoup plus insaisissables.

Il ne faudrait cependant pas généraliser. A l'heure actuelle, au moins les noms des chefs des mouvements de libération ainsi que leurs origines sont connus. Mais ils se laissent difficilement approcher et ils restent généralement sur la réserve, ne se livrant guère aux journalistes.

On a vu la place importante qu'occupent généralement les intellectuels dans ces mouvements. S'ils ne sont pas tous des dirigeants, on peut affirmer que presque tous les dirigeants ou fondateurs sont des intellectuels : Fidel Castro et Jomo Kenyatta étaient avocats, Che Guevara médecin, Fehrat Abbas, fondateur du FLN algérien, pharmacien, et Abimel Guzman (alias Camarade Gonzalo), chef du Sentier lumineux, professeur de philosophie. Un des dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains, Fabio Castillo, était même ancien recteur de l'Université nationale. Au Salvador le mouvement Résistance nationale est dirigée par un universitaire, écrivain et poète, Ferman Cienfuegos. Amilcar Cabral, fondateur du PAIGC, était ingénieur agronome ; il avait fait ses études à Lisbonne où il avait d'ailleurs créé un " Centre d'études africaines ", avec quelques intellectuels qui plus tard, l'aideront dans sa tâche en fondant d'autres mouvements de libération, Marcelino Dos Santos au Mozambique, Mario de Andrade en Angola. Parmi les fondateurs du FSLN nicaraguayen, Tomas Borge était ancien séminariste et Carlos Fonseca Amador ancien étudiant. Plus modestement Ernest Ouandié, leader de l'Union des Populations du Cameroun, après la mort de Um Nyobe Ruben, était instituteur, comme beaucoup de leaders de mouvements nationalistes.

En revanche, ni Farabundo Marti ni Ben Bella n'étaient passés par l'Université, et nombre de leaders sont sortis du rang après s'être consacrés à l'action syndicale, comme le commandant de la Révolution Victor Tirado au Nicaragua.

Quelle que soit leur origine les dirigeants des mouvements de libération s'efforcent d'acquiescer une dimension charismatique, absolument nécessaire pour galvaniser les énergies dans la lutte de libération, et si les militants les appellent souvent par leur prénom, ils font montre cependant à leur égard de la plus grande crainte révérencielle.

CONCLUSION

L'existence des MLN est-elle un phénomène passager lié à une transformation de la société internationale, consécutive au grand bouleversement de la seconde guerre mondiale et à l'essoufflement des puissances coloniales, ou au contraire une constante de la vie des Etats ?

Si leur dénomination est récente, si leur organisation est souvent empreinte de perfection, si leur action s'exerce avec des moyens sans cesse accrus, il est établi cependant qu'ils ont, sous des noms variés et sous des formes plus ou moins élaborées, toujours existé, parce qu'ils sont liés au phénomène du pouvoir politique lui-même, ainsi qu'à sa distribution dans le monde.

Le pouvoir est toujours contesté, il est également toujours convoité. Il l'était autrefois par une élite qui s'en trouvait écartée, le peuple lui-même n'en ayant ni le goût, ni l'idée, ni les moyens. Cette convoitise, cette contestation s'exprimaient beaucoup plus sous la forme de complots, de coups d'Etat, de révolutions de palais que de soulèvements populaires, encore que certains de ceux-ci soient restés célèbres dans l'histoire.

Dans son acception actuelle le MLN coïncide naturellement avec l'apparition et le développement de l'idée de nation, et plus tard de l'idée du peuple, plus précisément avec la conscience du droit de la nation ou du peuple à choisir leur propre système politique et à se diriger eux-mêmes. Choix extérieur vis-à-vis d'un Etat étranger considéré comme oppresseur, choix intérieur vis-à-vis d'un régime, d'un pouvoir qui n'agit pas - ou est réputé ne pas agir - dans l'intérêt du peuple ou de la nation.

L'affaiblissement des Etats conquérants, la condamnation de l'idéologie coloniale par la société internationale, le passage de "liberté possible" à celle de "liberté concrète", droit d'exiger, l'exacerbation de l'idée d'égalité ont concouru à bouleverser les vieux principes sur lesquels étaient fondées nos anciennes sociétés étatiques et la société internationale.

La structure des divers MLN ne permet pas, à elle seule, de les caractériser. En effet, en temps qu'organisations structurées, ils présentent des traits originaux de l'un à l'autre, même s'il s'agit toujours de mouvements de lutte, s'appuyant sur le peuple ou tentant de s'appuyer sur lui. Mais la structure est fonction de l'objectif de libération poursuivi. L'objectif commande la structure et non l'inverse.

-

-

-

-

-

ANNEXE " 1 "

-

GLOSSAIRE DES ABREVIATIONS UTILISEES

-

MLN : Mouvements de libération nationale.

FLN : Front de libération nationale.

MNS : Mouvement nationale de soutien.

FRONLINAT : Front national de libération nationale.

FMLN : Front Farabundo Marti de libération nationale.

FDR : Front démocratique de la République.

URNG : Union révolutionnaire nationale guatémaltèque.

FSLN : Front sandiniste de libération nationale.

PRTC : Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains

UPC : Union des populations du Cameroun.

EZLN : Ejercito zapatiste de libération nationale.

PRN : Parti de la résistance nationale.

MCR : Mouvement chrétien révolutionnaire.

EGP : Ejercito guérillero des pauvres.

MAM : Mouvement autonomiste Misurata.

ANNEXE " 2 "

BIBLIOGRAPHIE CONSULTEE

A - Manuel de guerre irrégulière (Ecole supérieure de guerre du Mexique).

B - Opérations de guérilla (Ecole supérieure de guerre du Mexique).

C - Opérations de contre-guérilla (Ecole supérieure de guerre du Mexique).

D - Notions personnelles du cours de commando (Ranger) armée des Etats-Unis.

E - Notions personnelles sur le conflit subversif du Chiapas, Mexique.

